

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

21 DECEMBRE 1983

PROPOSITION DE LOI

accordant l'amnistie pour certaines infractions
commises contre la sûreté extérieure de l'Etat

(Déposée par M. Somers)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Près de 40 ans ont passé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les atrocités qui marquèrent cet épisode de l'histoire susciterent, chez tous ceux qui furent mêlés de près ou de loin à ces événements, un ressentiment légitime, incitant notamment à une impitoyable répression. Dans un tel contexte, il était presque évident que les « inciviques » ne seraient pas toujours recherchés et jugés avec la stricte objectivité qui est la caractéristique essentielle d'une justice humaine. Compenser une injustice subie par une nouvelle injustice ne résout toutefois rien, mais a au contraire pour effet d'entretenir artificiellement des sentiments de haine réciproque, ce qui ne contribue évidemment pas à promouvoir la compréhension au sein de notre société.

C'est pourquoi nous tenons à déposer une nouvelle proposition de loi visant à accorder l'amnistie pour les infractions commises contre la sûreté extérieure de l'Etat. N'est-il pas plus que temps de clore définitivement ce chapitre de l'histoire mondiale, à présent que tant d'années ont passé depuis les faits ?

La présente proposition de loi vise à mettre fin à ces injustices qui résultent d'une appréciation subjective et dont beaucoup subissent encore les effets particulièrement néfastes. Que ces injustices ont été commises est — hélas — un fait auquel la création de tribunaux d'exception n'est certainement pas étrangère. Il fut en l'occurrence dérogé expressément aux règles qui régissent l'administration de la justice. Ce fut le cas sur le plan de l'instruction : le système du contrôle régulier des mandats d'arrêt par la chambre du conseil fut « simplifié ». Ce fut également le cas sur le plan du jugement même : alors qu'en vertu de l'article 98 de la Constitution les délits politiques doivent être jugés en cour d'assises, des tribunaux militaires furent à l'époque déclarés compétents, et ce, au mépris de l'article 8 de la Constitution qui interdit implicitement la création de tribunaux d'exception.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

21 DECEMBER 1983

WETSVOORSTEL

tot het verlenen van amnestie voor misdrijven
tegen de uitwendige veiligheid van de Staat

(Ingediend door de heer Somers)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Bijna 40 jaar zijn verstreken sinds het einde van de tweede wereldoorlog. De gruwelen die deze episode van de geschiedenis hebben gekenmerkt, hebben bij iedereen die er van ver of nabij bij betrokken is geweest, een zeer gerechtvaardigde wrevel opgewekt. Deze wrevel leidde ondermeer tot een zeer harde repressie. Gezien de gehele context, lag het wel enigszins voor de hand dat men bij de opsporing en berechting van « incivieken » allicht de zuivere objectiviteit — hoofdkenmerk van een humane rechtsbedeling — gemakkelijk zou laten varen. Geleden onrecht door nieuw onrecht compenseren brengt echter geen oplossing. Integendeel, zo worden wederzijds op kunstmatige manier haatgevoelens in leven gehouden, wat zeker niet bijdraagt tot een betere verstandhouding in onze hedendaagse maatschappij.

Daarom willen wij opnieuw een wetsvoorstel indienen, waarbij amnestie wordt verleend voor misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat. Is het niet meer dan tijd om zoveel jaren nadat zich de feiten hebben voorgedaan, een streep te trekken onder deze periode uit de wereldgeschiedenis ?

Het is de bedoeling een einde te maken aan die onrechtvaardigheden, waarvan velen nu nog zeer nadelige gevolgen ondervinden en die door een subjectieve beoordeling ingegeven zijn geweest. En dat deze onrechtvaardigheden zich hebben voorgedaan is — helaas — een feit. Ongetwijfeld is de oprichting van uitzonderingsrechtbanken hieraan niet vreemd. Uitdrukkelijk werd hierbij afgeweken van de normale rechtsbedeling. Dit is waar wat betreft het onderzoek. Het systeem van de regelmatige controle op de aanhoudingsmandaten door de raadkamer werd immers « vereenvoudigd ». Dit is evenzo waar voor de eigenlijke rechtspraak. Ofschoon volgens artikel 98 van de Grondwet, de politieke misdrijven dienen te worden beoordeeld door het Hof van Assisen, werden in deze periode militaire rechtbanken bevoegd verklaard, en dit niettegenstaande artikel 8 van de Grondwet de oprichting van uitzonderingsrechtbanken impliciet verbiedt.

L'un des principes qui régissent le droit pénal exige, et ce, dans l'intérêt de l'accusé, que l'infraction et la peine soient définies avec précision. Les ministres réunis en conseil — le pouvoir législatif pendant l'occupation — estimèrent nécessaire d'étendre la législation existante. Le fait qu'ils procédèrent à cette extension par le biais d'arrêtés-lois interprétatifs n'empêcha toutefois pas qu'il fût fait preuve, dans de nombreux cas, d'une sévérité accrue dans la qualification des infractions et dans l'établissement des peines y afférentes. Sachant que ces modifications de la législation lui paraissaient de la plus haute nécessité, il est pour le moins étrange que le gouvernement n'ait promulgué les premières dispositions légales en la matière que le 17 décembre 1942. On ne peut en tout cas considérer que la publication des arrêtés-lois au *Moniteur belge* de Londres a satisfait aux dispositions légales relatives à la publicité des lois. Et nous ne parlerons même pas de la controverse juridique concernant la constitutionnalité de cette législation.

Si les faits précités suffisent à mettre en doute l'objectivité de la procédure, la réalité s'avère pire encore qu'on ne pouvait le craindre. De nombreux suspects furent emprisonnés parce qu'ils étaient considérés comme « dangereux pour l'Etat ». Lorsque, plusieurs mois plus tard, ils furent enfin jugés, il s'avéra, pour comble, qu'ils étaient innocents. Des suspects furent inscrits sur les listes des auditeurs militaires, ce qui, même sans condamnation, entraînait non seulement la déchéance des droits, mais généralement aussi la révocation ou le licenciement immédiat des intéressés. Les conséquences pécuniaires étaient donc considérables, d'autant plus que les dommages-intérêts exigés par l'Etat étaient tellement élevés qu'ils équivalaient pratiquement à la confiscation des biens, qui est interdite par l'article 12 de la Constitution. Beaucoup sont toujours sous le coup d'exclusions, notamment en matière de dommages de guerre, d'allocations d'invalidité, d'avantages auxquels ils pouvaient normalement prétendre en tant qu'anciens combattants ou de « Croix du feu » de la première guerre mondiale... Il y eut en outre l'épuration administrative, menée elle aussi par des comités d'instruction exceptionnels, et toutes ses conséquences sur le plan social.

Sachant ce qui précède, on ne s'étonne guère que le cas de la Belgique paraisse fort étrange par rapport à celui d'autres pays. C'est ainsi qu'aux Pays-Bas, dont la population est plus nombreuse et qui ont souffert davantage sous l'occupation nazie, 125 condamnations à mort furent prononcées, dont 38 furent exécutées. Il y eut également 88 condamnations à la détention perpétuelle.

En Belgique, 2 940 condamnations à mort furent prononcées, dont 342 furent exécutées. Il y eut en outre 2 340 condamnations à la détention perpétuelle. On dénombre au total 53 003 condamnations et 43 093 inscriptions sur les listes des auditeurs militaires.

On ne sera donc pas plus étonné par certains témoignages, notamment de juristes éminents, dont on peut difficilement considérer qu'ils avaient de la sympathie pour ceux qui furent touchés par la répression. Maître Joseph Pholien lança l'expression, devenue célèbre : « C'est une justice de rois nègres ». Parlant de la répression, maître Paul Struye, ancien président du Sénat, déclara en 1944 : « Ce sont — il faut en convenir — des méthodes nazies. » Et bien des années plus tard, à l'occasion de l'ouverture de la Conférence flamande au Barreau d'Anvers en 1967, maître Jan Lenaerts plaida en faveur de l'amnistie pour des raisons élémentaires d'humanité, parce que les excès de la répression ne sont pas compensés par des mesures individuelles, parce qu'aucun criminel de droit commun n'est contraint à expier sa faute aussi durement et aussi longtemps après les faits qui lui ont été imputés, parce que la société ne gagne assurément

rien. Un principe que le droit pénal exige, et ce, dans l'intérêt de l'accusé, que l'infraction et la peine soient définies avec précision. Les ministres réunis en conseil — le pouvoir législatif pendant l'occupation — estimèrent nécessaire d'étendre la législation existante. Le fait qu'ils procédèrent à cette extension par le biais d'arrêtés-lois interprétatifs n'empêcha toutefois pas qu'il fût fait preuve, dans de nombreux cas, d'une sévérité accrue dans la qualification des infractions et dans l'établissement des peines y afférentes. Sachant que ces modifications de la législation lui paraissaient de la plus haute nécessité, il est pour le moins étrange que le gouvernement n'ait promulgué les premières dispositions légales en la matière que le 17 décembre 1942. On ne peut en tout cas considérer que la publication des arrêtés-lois au *Moniteur belge* de Londres a satisfait aux dispositions légales relatives à la publicité des lois. Et nous ne parlerons même pas de la controverse juridique concernant la constitutionnalité de cette législation.

Si les faits précités suffisent à mettre en doute l'objectivité de la procédure, la réalité s'avère pire encore qu'on ne pouvait le craindre. De nombreux suspects furent emprisonnés parce qu'ils étaient considérés comme « dangereux pour l'Etat ». Lorsque, plusieurs mois plus tard, ils furent enfin jugés, il s'avéra, pour comble, qu'ils étaient innocents. Des suspects furent inscrits sur les listes des auditeurs militaires, ce qui, même sans condamnation, entraînait non seulement la déchéance des droits, mais généralement aussi la révocation ou le licenciement immédiat des intéressés. Les conséquences pécuniaires étaient donc considérables, d'autant plus que les dommages-intérêts exigés par l'Etat étaient tellement élevés qu'ils équivalaient pratiquement à la confiscation des biens, qui est interdite par l'article 12 de la Constitution. Beaucoup sont toujours sous le coup d'exclusions, notamment en matière de dommages de guerre, d'allocations d'invalidité, d'avantages auxquels ils pouvaient normalement prétendre en tant qu'anciens combattants ou de « Croix du feu » de la première guerre mondiale... Il y eut en outre l'épuration administrative, menée elle aussi par des comités d'instruction exceptionnels, et toutes ses conséquences sur le plan social.

Indien deze feiten reeds voldoende stof opleveren om aan een objectieve rechtspleging te twijfelen, dan bleek de werkelijkheid nog erger dan men kon vrezen. Vele verdachten werden als « staatsgevaarlijk » geïnterneerd. Wanneer pas vele maanden later hun zaak werd behandeld, bleken zij daarenboven onschuldig. Verdachten werden op de lijsten van de krijgsauditeurs geplaatst, wat — zelfs zonder veroordeling — niet alleen vervallenverklaring van rechten meebracht, maar ook meestal de directe aanleiding was tot het afzetten of ontslaan van deze personen. De gevolgen op financieel gebied waren dus zeer groot, temeer dat de door de Staat geëiste schadevergoedingen zo enorm waren dat zij in de praktijk neerkwamen op de door artikel 12 van de Grondwet verboden verbeurdverklaring van goederen. Op velen wegen nu nog bepaalde uitsluitingen o.m. betreffende oorlogsschade, invaliditeitsuitkeringen, voorrechten waarop men normaal recht had als oud-strijder of vuurkruiser van de eerste wereldoorlog... En daarnaast bestond er dan nog een administratieve epuratie — weer eens het werk van buitengewone onderzoekscollages — met een ganse nasleep op sociaal vlak.

Wie kennis heeft van deze gegevens, verwondert er zich niet over dat België een bedenkelijke positie bekleedt in vergelijking met andere landen. Indien men bijvoorbeeld ons land vergelijkt met Nederland dat, met zijn talrijker bevolking, tevens ook zwaarder te lijden had onder de nazibezetting, dan ziet men dat in Nederland van de 125 doodvonnissen er 38 werden uitgevoerd, terwijl er in 88 gevallen levenslange hechtenis uitgesproken werd.

In België daarentegen werden er 2 940 doodvonnissen gevelde, waarvan er 342 werden uitgevoerd. Voorts werden er 2 340 veroordelingen tot levenslange hechtenis uitgesproken. In totaal waren er 53 003 veroordelingen, en daarnaast nog 43 093 inschrijvingen op de lijsten van de krijgsauditeurs.

Evenmin zijn dan verwonderlijk bepaalde getuigenissen, onder meer van eminente juristen, die men bezwaarlijk als sympathisanten van de door de repressie getroffen en kan beschouwen. Meester Joseph Pholien lanceerde de inmiddels bekend geworden uitdrukking « C'est une justice de rois nègres ». Meester Paul Struye, voormalig Senaatsvoorzitter, verklaarde reeds in 1944, met betrekking tot de repressie : « Ce sont — il faut en convenir — des méthodes nazies. » En vele jaren later, bij de opening van de Vlaamse Conferentie bij de balie van Antwerpen in 1967, bepleitte Meester Jan Lenaerts amnestie omwille van redenen van loutere menselijkheid, omdat de overdreven « ijver » van de repressie niet rechtgezet wordt door individuele maatregelen, omdat geen enkele misdadiger van gemeen recht zo lang na de ten laste gelegde feiten nog zo zwaar moet boeten, omdat het in stand houden van een dergelijke groep van gestraften de

rien à pénaliser plus longtemps un tel nombre de ses membres, étant donné qu'il se crée ainsi un groupe d'aigris, qui se détourneront de plus en plus de la communauté.

L'« amnistie » implique l'« oubli » de ce qui s'est passé, et non l'approbation ni a fortiori l'exaltation des fautes commises. L'amnistie implique des mesures générales. Elle constitue la seule solution, la politique de la révision individuelle s'avérant inefficace. D'autre part, l'amnistie n'entraîne aucune dépense pour l'Etat, puisqu'elle efface les faits punissables sans rien changer aux conséquences civiles et sociales de la condamnation. Il s'agit plutôt d'une mesure d'ordre moral, d'une question d'équité, mais aussi de bon sens et de clairvoyance politique.

De nombreux pays ont déjà accordé l'amnistie pour les délits politiques commis pendant l'occupation. Notre pays doit-il se singulariser en étant le seul qui refuse d'oublier et qui ignore le pardon ? De quel droit la Belgique peut-elle encore parler de la paix mondiale alors qu'elle entretient la haine sur son propre territoire ?

PROPOSITION DE LOI

Article 1

L'amnistie est accordée pour toutes les infractions visées ci-après, qui ont été commises entre le 9 mai 1940 et le 16 juin 1949 :

1. les infractions prévues aux articles 113, 117, 118*bis* et 121 du Code pénal;
2. les infractions prévues aux articles 115 et 121*bis* du Code pénal, lorsqu'elles ont été commises en connexité avec une des infractions visées sous 1;
3. les infractions punies par la loi du 22 mars 1940 relative à la défense des institutions nationales;
4. les infractions prévues aux articles 15 et 16 ainsi qu'au chapitre VI du Code pénal militaire, lorsqu'elles ont été commises en connexité avec une des infractions visées sous 1.

Art. 2

Sont également amnistiées, les infractions à l'article 123*novies* du Code pénal, qui ont été commises avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 3

Toutes les déchéances ou interdictions qui résultent des infractions amnistiées par la présente loi ou de la condamnation à laquelle elles ont donné lieu sont levées.

Art. 4

L'amnistic n'est pas opposable aux droits de l'Etat ou de tiers.

maatschappij zeker geen baat bijbrengt : eerder creëert men hierdoor een groep van verbitterden, die zich meer en meer van de gemeenschap gaan afkeren.

« Amnestie » betekent « het vergeten » van wat gebeurde, het behelst niet de goedkeuring van verkeerde gedragingen, laat staan de verheerlijking ervan. Amnestie houdt algemene maatregelen in. Het is de enige uitweg, wanneer blijkt dat de politiek van individuele herziening ontoereikend is. Bovendien kost amnestie op zichzelf geen cent aan de Belgische Staat, vermits zij weliswaar de strafbare feiten uitwist, maar in feite niets verandert aan de burgerlijke en sociale gevolgen van de veroordeling. Het is eerder een morele maatregel, een kwestie niet alleen van rechtvaardigheid, maar tevens van gezond verstand en politiek doorzicht.

Reeds vele landen hebben amnestie verleend voor politieke misdrijven die gepleegd werden gedurende de bezetting. Moet ons land uitblinken als het enig land waar men niet vergeet, niet vergeeft ? Met welk recht kan België nog meepreten over wereldvrede zolang in ons land de haat in stand gehouden wordt ?

J. SOMERS

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Amnestie wordt verleend voor alle hierna opgesomde misdrijven gepleegd tussen 9 mei 1940 en 16 juni 1949 :

1. de misdrijven bedoeld in de artikelen 113, 117, 118*bis* en 121 van het Strafwetboek;
2. de misdrijven bedoeld in de artikelen 115 en 121*bis* van het Strafwetboek wanneer zij gepleegd worden in samenloop met een der misdrijven vermeld onder 1;
3. de misdrijven beteugeld door de wet van 22 maart 1940 betreffende de verdediging van de nationale instellingen;
4. de misdrijven bedoeld in de artikelen 15 en 16 alsook in het hoofdstuk VI van het Militair Strafwetboek, wanneer zij gepleegd werden in samenloop met een der misdrijven vermeld onder 1.

Art. 2

Worden eveneens geamnestieerd de misdrijven gepleegd in overtreding van artikel 123*nonies* van het Strafwetboek vóór het van kracht worden van onderhavige wet.

Art. 3

Alle vervallenverklaring of onbekwaamheden, voortspruitend uit de door deze wet geamnestieerde misdrijven of hun veroordeling worden opgeheven.

Art. 4

De amnestie mag niet tegengesteld worden aan de rechten van de Staat of van derden.

Art. 5

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication
au *Moniteur belge*.

27 octobre 1983.

Art. 5

Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het
Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

27 oktober 1983.

J. SOMERS
F. BAERT
A. DE BEUL
J. BELMANS
O. MEYNTJENS
F. VANSTEENKISTE
